

# uo pour le



## Étonnante décision



Photo: DR

A.M.  
Libreville/Gabon

**S**UR invitation du président en exercice, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, les chefs d'État de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ont examiné la situation du Gabon qui a été suspendu de cette communauté au lendemain de la prise de pouvoir par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI).

Le président de la Transition, Brice Clotaire Oligui Nguema, qui était invité à prendre part à ce sommet, a eu à présenter à ses pairs, dans un huis-clos consacré à cet effet, la feuille

de route de la Transition qui est prévue pour durer 24 mois. Cet exposé du chef de l'État n'a, semble-t-il, pas été suffisant pour amener ses pairs à reconsidérer leur position. Toutefois, la décision de délocaliser provisoirement le siège de la CEEAC à Malabo a été levée. Les chefs d'État ayant pris la décision d'attendre le retour à l'ordre constitutionnel pour définitivement les lever.

Une décision qui ne soulève pas moins un certain nombre de questionnements au sein de l'opinion gabonaise dont une grande partie a affiché un optimisme presque à tout crin quant à la levée des sanctions contre le Gabon. Cela, d'autant plus que pour nombre d'entre

eux, les recommandations de la CEEAC faites en septembre dernier ont toutes ou presque été observées par le CTRI. Il s'agissait notamment de la protection du président déchu et sa famille, l'inclusivité de la gestion du pouvoir et bien d'autres. Ils sont donc nombreux à se demander pourquoi la CEEAC continue de maintenir sa suspension du Gabon alors même que de nombreux organismes internationaux ont repris à discuter avec les autorités gabonaises. Et que le président de la Transition multiplie les rencontres au sommet à l'échelle internationale, la récente COP 28 constituant la parfaite illustration du plein retour du pays dans le concert des Nations.

## Maintenir le cap !

J.KOMBILE MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

**L**A levée des sanctions infligées par la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) à la République gabonaise n'a pas été à l'ordre du jour de la grand-messe des chefs d'État dudit espace sous-régional. Une décision suscitant quelques interrogations, au regard de la volonté clairement affichée par le Comité pour la transition et la restauration des

institutions (CTRI) de rétablir l'ordre constitutionnel. D'où la réhabilitation des institutions après leur mise sous cloche, le 30 août dernier et les préparatifs du prochain Dialogue national. Pour y parvenir, le président de la Transition, le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema, a opté pour une démarche inclusive en associant toutes les composantes de la Nation. C'est d'ailleurs pourquoi, contrairement à d'autres prises de pouvoir similaires sur le continent africain, le cas du

Gabon "fait école". Tant l'avènement du CTRI à la tête du pays s'est effectuée sans heurts ni pertes en vies humaines. Il convient donc de maintenir la cadence enclenchée il y a un peu plus de cent (100) jours, tout en faisant montre de rigueur et de pédagogie. D'autant plus que l'horizon pourrait être obscurci par certaines forces de résistance hostiles à la dynamique impulsée à ce jour par les Forces de défense et de sécurité (FDS).

Une hostilité caractérisée no-

tamment par la persistance d'une cohorte de nostalgiques, aux comportements blâmables qui n'ont que trop contrarié le développement de notre pays par le passé. Et c'est sans doute là, à en croire certains, l'un des défis majeurs que devrait également relever le CTRI : faire en sorte que la restauration des institutions s'accompagne aussi d'un changement de mentalités et de paradigmes. D'une citoyenneté responsable, consciente et pleinement assumée.

